

# Éditorial

## Regards sur notre Europe

### Identité et altérité

---

Quentin Martens  
Brice Goddin

À la suite du Traité de Lisbonne, l'Union européenne se dote progressivement du plus important service diplomatique au monde. À terme, il comptera quelques milliers d'individus issus de la Commission européenne, du Conseil et des 27 États-membres. Ce Service européen d'action extérieure, en pleine gestation, ne manquera pas de révolutionner l'Union dans son action sur la scène internationale. En effet, ce nouvel instrument interroge le projet européen en nous invitant à réfléchir notamment quant à nos objectifs, nos intérêts et nos stratégies. Ainsi, devons-nous répondre à la question « Que voulons-nous ? ». Cette question en cache une autre : « Que voulons nous être ? ».

De toute évidence, l'outil ne saurait se suffire à lui-même. Une vraie politique doit être définie. Assurément, les esprits qui s'attellent à cette tâche de réflexion (tant de l'intérieur des institutions européennes et nationales, qu'à l'extérieur à travers la société civile et les ONG) mettent en exergue l'impératif de cohérence et de coordination entre les divers pans de l'action européenne. Au surplus, cette entreprise ne saurait faire l'économie du constat selon lequel la politique intérieure définit et influence dans une large mesure notre action extérieure. Ainsi, notre politique agricole commune, nos règles fiscales ou nos mesures environnementales génèrent des conséquences à l'égard des États tiers et de leur population.

Cet affermissement de notre action extérieure, qui se dessine comme étant le reflet de nos propres choix et donc découle d'éléments constitutifs de notre « choix identitaire », entendu au sens large, aura pour inévitable conséquence de participer à notre appréhension de nous-mêmes, nous européens.

\*

Dans ce deuxième volume d'Émulations consacré à l'Europe, et à son instrument politique qu'est l'Union européenne, nous avons rassemblé sept articles traitant tous des questions d'identité et d'altérité et se situant dans le cadre des relations internationales

de l'Union européenne. Si par le passé, dans la construction des nationalismes européens et par les échanges avec d'autres civilisations, ces deux notions d'identité et d'altérité se sont opposées, dans un mouvement de construction dialectique, elles semblent aujourd'hui davantage se nourrir mutuellement. Dans une Union européenne qui se présente à elle-même et à autrui, comme un ensemble de valeurs et de normes, l'interaction entre ces concepts dans la construction des politiques européennes est probablement à repenser.

Dans cette optique, huit auteurs, issus de différents pays et de divers continents offrent au lecteur leurs réflexions critiques, qui amèneront ce dernier à s'interroger quant à la manière de percevoir une autre société au travers d'une relation partagée.

**Sarah Pierre** revient sur les prémisses culturelles d'une identité européenne dépassant le simple cadre normatif en montrant d'une part, que cette identité ne va pas de soi et, d'autre part, que le processus démocratique participe à la construction de celle-ci.

**Joe Carew** nous détaille le mode de fonctionnement et de représentation auprès des institutions européennes de deux organisations musulmanes paneuropéennes. Il nous montre comment, en prônant une identité musulmane séculaire, ces organisations cherchent à contribuer à la culture démocratique de l'Union en représentant les intérêts des communautés dont elles sont issues.

**Galia Glume** démontre comment l'UE a acquis en dix ans de Politique Européenne de Sécurité et de défense un statut d'acteur international grâce à la manifestation de l'existence d'un intérêt proprement européen et d'une cohérence des objectifs de politique étrangère des États-membres. À l'inverse, elle pointe le manque de vision commune et stratégique en matière de sécurité globale et de politique étrangère sans quoi, la fin attendue des conflits en Europe et le manque de cohésion sur les enjeux extra-européens viendront à bout d'une politique de gestion des conflits euro-centriste.

**Sarah Grauls** et **Anna Stahl** examinent l'impact grandissant de la présence chinoise en Afrique sur le rôle international de l'UE, en particulier sur la politique européenne de développement en Afrique sub-saharienne. Cette présence se présente comme alternative au modèle européen dominant. Les auteurs démontrent comment le « facteur chinois » contribue à l'adaptation de cette politique européenne vers une approche plus pragmatique et vers une stratégie moins normative, sans pour autant aller jusqu'à une remise en question complète de ladite stratégie.

**Mao Weizhun** retrace l'histoire de l'influence européenne sur la culture humanitaire chinoise contemporaine et expose les différents éléments culturels et civilisationnels européens qui ont modernisé l'approche humanitaire de cette grande puissance. Cet exemple démontre les jeux actuels d'influences mutuelles qui dépassent l'arrogance et la supériorité des deux civilisations à travers un dialogue atypique.

**Denis Krasnov** nous parle du coût de la méconnaissance entre la Russie et l'Union européenne en brisant les stéréotypes et en pointant les manques de compréhension entre les deux entités. Il pose la question des perceptions mutuelles ainsi que de nos liens culturelles, posant à leur tour la question de la place de la Russie dans l'espace euro-

péen. C'est dans ce cadre qu'il aborde le dialogue, le partenariat et la politique européenne de voisinage.

**Nicolas Dufays** retrace l'histoire du dialogue, dans des domaines aussi variés que le commerce, la sécurité, la non-prolifération nucléaire ou les droits de l'homme, qui marque les relations entre l'Union européenne et la République islamique d'Iran. Cette « tradition du dialogue » avec Téhéran recouvre des enjeux primordiaux pour les deux parties, tant au niveau énergétique et géopolitique que pour la cohérence de l'Union qui représente un réel défi quant à la nature spécifique de la puissance européenne.

\*

Tous ces articles insistent de manière assez surprenante sur le rôle des perceptions dans les relations internationales. Nous pouvons dès lors nous interroger sur l'intérêt qu'il y aurait à développer de nouvelles approches afin de mieux étudier et comprendre les relations internationales. Il est étonnant de faire le constat selon lequel il n'existe pas, à proprement parler, de sociologie des relations internationales qui permettrait de saisir sous un angle nouveau le champ de l'action politique internationale en donnant une priorité aux acteurs qui y participent. Cette approche viserait à essayer de comprendre le rôle essentiel des perceptions individuelles et collectives, ayant lieu dans les prises de décisions, qui sont à la base ou qui constituent le cadre d'entendement des relations avec des pays tiers. Ces perceptions peuvent porter sur l'histoire d'un pays ou d'une région (Afrique, Chine, Russie), sur une problématique mondiale (crise alimentaire, changement climatique) ou sur un conflit en particulier (Darfour, Palestine).

Alors que l'UE est en train de repenser, dans une certaine mesure, son rapport au monde, et par conséquent son rapport à elle-même, il est primordial que la communauté académique se donne les moyens d'étudier les nouvelles stratégies politiques à venir, en étoffant ses outils de compréhension du cadre d'entendement et de perceptions dans lequel les décideurs européens (hommes politiques, conseillers, fonctionnaires) pensent l'action.

Si on peut comprendre qu'il est souhaitable pour certains, que la logique cartésienne des stratégies et de leurs finalités demeure la pierre angulaire de toute politique extérieure et de tout dialogue international, on ne peut pas nier le rôle primordial des ressentis individuels et collectifs et le poids des vécus historiques sur les perceptions mutuelles. Les académiques désireux de faire la lumière sur les enjeux internationaux ne peuvent pas faire l'économie de leur prise en compte.